**UNE DIPLOMATIE DYNAMIQUE ET ENGAGÉE
POUR L'INTEGRATION ET LE
DEVELOPPEMENT DU CONTINENT**

PROPOSITIONS DU CANDIDAT MOUSSA MARA

A la balkanisation géographique de la colonisation a succédé celle plus insidieuse et plus dévastatrice qu'est la balkanisation des mentalités, politique, culturelle, sociale et intellectuelle. La plupart des pays africains partagent ainsi plus de relation avec l'ex puissance colonisatrice qu'avec leurs voisins immédiats. Il devient ainsi illusoire de parler d'unité politique ou encore socio économique de notre continent. Il est en effet impossible de nous mettre ensemble quand le coût du transport de marchandises est plus élevé entre Addis-Abeba et Abidjan qu'entre Tokyo et Abidjan.

Pourtant, chaque africaine et chaque africain souhaite ardemment l'unité des pays du continent. Ce souhait est partagé par tous ceux qui veulent le bien de l'Afrique. Les experts de toute catégorie ne cessent de conseiller aux pays du continent d'améliorer de manière significative leur intégration et leurs relations socio économiques. Pour le bien de tous.

Nous devons tous nous battre pour maintenir vivace l'espoir d'intégration continentale car, rappelons le, il s'agit là de la seule voie de sortie pour le continent. L'Afrique, souvenons nous en, possède tous les atouts pour figurer dans le peloton de tête des nations ou groupes de nations. Prise ensemble, elle est l'une des seules terres voire la seule qui est absolument autosuffisante dans tous les domaines vitaux : disponibilité d'eau et de terres arables, bassins forestiers avec les faunes et flores préservant la biodiversité, potentiel énergétique (hydro-électricité, éolienne, solaire), variétés géologiques (tous les minerais, pétrole et gaz naturel), potentiel humain très jeune, diversité culturelle, situation géographique propice aux échanges...

Nous nous engageons à faire de notre pays une nation d'avant-garde en matière de quête d'Union africaine. Nous allons organiser la diplomatie malienne pour qu'elle soit à l'initiative en matière d'intégration du Continent. Nous proposerons aux pays proches mais également aux autres membres de l'Union africaine des idées pertinentes qui nous conduiront de manière cohérente vers l'intégration, la collaboration et la prospérité partagée. Cela sera un axe majeur de notre politique étrangère.

Le second axe majeur de notre politique étrangère sera d'instaurer une collaboration accrue entre le Mali et ses voisins dans les domaines clés que sont la sécurité, la diplomatie ou encore l'économie et les infrastructures. Nous nous évertuerons à « coudre » notre pays avec chacun de ses voisins en faisant en sorte que partout où cela sera possible, nous mettions nos moyens en commun vers un objectif partagé. Nous comptons faire en sorte que nos frontières deviennent des zones de convergence et de collaboration et non des barrières d'autant plus inutiles qu'elles servent toutes les exactions administratives et financières.

Notre diplomatie sera servie par des doctrines disponibles et établis avec une omniprésence de diplomates chevronnés qui vont s'employer à aider la diaspora, faire connaître notre pays à travers ses cultures et traditions, soutenir les haut cadres maliens dans leur quête de responsabilité internationale et accompagner toutes les initiatives internationales multilatéralistes ayant une portée positive pour le Mali et l'Afrique.

Avec nous, la diplomatie sera enfin un outil de développement quotidien mais aussi et surtout un moyen d'éclairage indispensable sur les pistes à emprunter pour faire face avec succès aux grands enjeux de ce siècle.

I L'INTEGRATION DU CONTINENT : UN OBJECTIF STRATEGIQUE

11 L'ECONOMIE COMME FACTEUR PRINCIPAL D'UNITE

- S'inscrire dans le cadre du nouveau partenariat pour l'Afrique (penser les politiques d'équipement à l'échelon régional, voire continental avec l'exemple de la route transsaharienne), définir le cadre institutionnel de ce partenariat au niveau national pour le diffuser auprès des acteurs et assurer la cohérence de nos politiques avec les choix sous régionaux, régionaux et continentaux ; Privilégier les principaux axes d'intégration économiques à profit partagé : Energie, Transport, télécommunication et aménagement agricoles :
 - Encourager la mise en place d'un fonds de réalisation des grands barrages de la sous région d'une part (Pays, la BAD, etc.) et accompagner les réalisations à partir de la mobilisation de financements public/privé ou uniquement de financements privés (BOT, BOOT, etc.) ;
 - Prendre une initiative régionale Ouest Africaine de généralisation de l'énergie solaire par l'installation d'une capacité de production d'au moins 1000 MW (3 milliards d'Euros environ) qui servirait d'appoint aux consommations des pays et qui consacrerait l'orientation définitive de la région vers cette technologie avec un transfert de capacité et un renforcement de nos capacités de production régionale (formation, équipement...) ; utilisation des centrales hybrides et des centrales solaires au fur et à mesure de la maîtrise de la technologie du solaire ;
 - Encourager les interconnexions des réseaux d'électricité entre les pays de la région et soutenir le WAPP ([West African Power Pool](#)) ; Faciliter la circulation des hydrocarbures et du gaz par des oléoducs régionaux ;
 - Soutenir la Recherche et l'exploitation pétrolière ainsi que la disponibilité de produits pétroliers entre pays, gestion commune des industries pétrolières, gestion commune des réserves pétrolières et orientation de celles ci vers des infrastructures et l'amortissement des tensions (prix des produits alimentaires, sécurité...) ;
 - Multiplication des complexes numériques comme celui de Bamako, interconnexion des réseaux de télécommunication, interconnexion des pays par la fibre optique (1 milliards de dollars soit 450 milliards de FCFA sur cinq ans pour l'Afrique de l'Ouest) ;
 - Engager la grande initiative de la maîtrise de l'eau pour l'agriculture (1 million d'hectares sur 10 ans pour 7 milliards de dollars soit environ 3 000 milliards de FCFA) ;
 - Mettre en place pour chaque région du Continent une grande initiative routière qui la fera parcourir par deux axes majeurs (nord sud et est ouest) d'ici cinq ans avec un financement régional qui pourra combiner les différents types de financement disponibles (national, organisation régionale, banque de développement, secteur privé...) ;
 - Lever toutes les barrières à l'intégration comme le racket et les actes d'insécurité par une coopération plus marquée entre les pays ;

- Le partenariat entre Etats dans la quête de financement et dans l'exécution de projets : montage conjoint de dossiers et souci permanent pour chaque Etat d'associer ses voisins dans la mise en œuvre de ses projets, primauté accordée aux institutions régionales dans le montage et la gestion des projets face aux bailleurs de fonds potentiels ([exemple de l'OMVS concernant le barrage de Félou](#)) ;
 - Elargir le domaine de la quête de financement vers les réserves de certains pays producteurs de pétroles ou de minerais, les fonds souverains et autres ressources budgétaires des pays du golf persique, les fonds et le savoir faire chinois...Le continent arrivera à collecter d'autant plus de ressources que les partenaires auront de garanties de remboursement, de viabilité financière des projets et d'impacts attendus à moyen terme. Autant de qualités qu'ont les projets regroupant plusieurs pays avec une indication claire des règles et modes de management ;
 - Maintient de critères de rigueur dans la gestion économique et financière comme les critères de l'UEMOA et de la CEDEAO (déficit, endettement, masse salariale, pression fiscale...) mais toujours privilégier la croissance économique et la création de richesse à la maîtrise de l'inflation.
- Regroupement de nos efforts dans certains domaines d'activité économique pour donner à nos pays encore plus de poids et plus d'avantages économiques par la création de grandes entreprises de promotion fonctionnant selon les standards internationaux, avec la présence de privés en compagnie des états :
- Secteur Coton en Afrique de l'Ouest avec une grande entreprise combinant les activités de la soixantaine d'usines de la zone produisant plus d'un million de tonnes de fibres au lieu de plus d'une dizaine de petites structures ;
 - Cacao : au titre duquel, de Conakry à Lagos en passant par Gagnoa et Lomé, l'Afrique de l'Ouest dispose d'un potentiel de production de plus de quatre millions de tonnes soit l'équivalent de la production mondiale actuelle. Une seule société multinationale gérant ce potentiel selon des normes de gestion internationale et combinant les différents facteurs de production sera plus protectrice des paysans qu'une multitude d'intervenants comme c'est le cas actuellement ;
 - Arachides entre la Guinée, le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Niger, le Nigeria, le Tchad jusqu'au Cameroun avec une société multinationale performante disposant de plusieurs usines et impliquée dans l'encadrement des paysans, la recherche jusqu'à l'aval de la production (huilerie, aliments bétails...) ; une structure cotée en bourse et gérée conformément aux règles internationales ;
 - Thé entre le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya et le Burundi ;
 - Certaines mines éventuellement.

12 LE POLITIQUE POUR SUIVRE

- Vers une cohérence dans la gestion politique de l'intégration : la CEDEAO comme objectif stratégique et la mise en place de dispositif permettant de passer progressivement

de l'UEMOA vers la CEDEAO en dix ans et de faire prendre en charge par celle-ci toutes les questions sectorielles disposant de cadre régional de gestion (ABN, OHADA,...) ;

- Politique : fixer le cap (dix ans) pour ériger la CEDEAO comme seule instance politique agissant au nom et pour le compte des pays d'Afrique de l'Ouest, obtenir que les autres régions aillent dans ce sens ; l'Union régionale s'occupera de politique, de représentation, de diplomatie, d'armée et de sécurité vers l'homogénéisation des pratiques et la réunion à terme des moyens des pays membres ;
- Economique et monétaire : une seule monnaie d'ici dix ans, une seule banque centrale, des politiques budgétaires et économiques convergentes, des politiques fiscales cohérentes et un accompagnement des plus faibles afin qu'en Afrique de l'Ouest en 2022 nous disposions d'une seule monnaie qui ne sera pas le FCFA ;
- Autres domaines sectoriels : éducation, recherche, lutte contre la sécheresse et la désertification, libre circulation des hommes et des marchandises : commencer par mutualiser, regrouper les organismes qui travaillent dans le même domaine, donner une envergure cohérente à leur action et enfin généraliser l'organisation et ses actions à l'espace concernée, rendre cohérentes les politiques en la matière, définir les moyens de mise en commun des moyens, tests et passage à la phase de réunion et d'exécution conjointe des projets et programmes par les Etats ;
- L'Union Africaine à réaliser en se basant sur les Cinq régions qui devront être intégrées sur les plans économiques et politiques pour jeter les fondements des Etats-Unis d'Afrique dans un délai de 20 à 25 ans ;
- Gérer la question sécuritaire dans la bande sahélo saharienne de manière collégiale et étendre la réponse aux questions sécuritaires en intégrant les armées de pays voisins :
 - Etendre au Burkina-Faso, au Maroc, au Nigeria, au Tchad et à la Libye le champ de la lutte contre les groupes armés, les terroristes, le narco trafic, la circulation des armes et les risques d'instabilité. Nous allons renforcer la confiance entre les Etats de la sous région pour une coopération régionale efficace afin que des efforts soient consacrés à améliorer la collaboration pour la gestion sécuritaire de la sous région avec nos partenaires traditionnels (Algérie, Mauritanie et Niger) ; à terme impliquer les organisations régionales et l'Union Africaine ;
 - Mettre en place une coopération transfrontalière solide et pan sahéenne pérenne pour que de la Mauritanie au Tchad, les forces armées puissent coopérer dans la surveillance, le partage d'information, le droit de poursuite, les patrouilles mixtes et multinationales (forces aériennes, forces terrestres, forces fluviales) ;
 - Intégration et Union des armées : de la collaboration à l'intégration des fonctions (renseignement, formation, équipements, logistiques...), de l'exécution conjointe d'opérations à la mise en commun de certaines forces et de certains commandements, le Mali prendra l'initiative d'une collaboration forte avec les pays voisins pour que d'ici la réalisation effective de la CEDEAO qui devra avoir son armée, on dispose de forces armées intégrées dont le positionnement, le

commandement, l'équipement et le déploiement seront engagés dans un cadre régional ou entre deux ou plusieurs pays en fonction des menaces ;

- S'inscrire dans un partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique et toute autre puissance globale qui impliquera une plus grande collaboration des armées, l'installation à Tessalit ou à un autre endroit stratégique d'un dispositif massif de surveillance de l'espace saharien et sahélien, la sécurisation de cet espace avec le concours de l'armée américaine et des forces ouest africaines sans que la souveraineté de notre territoire en souffre et jeter les bases d'un développement homogène de cette partie du continent dans le cadre des organisations sous régionales ;
- Gestion des frontières vers la généralisation du concept de « pays frontières » prélude à l'effacement des frontières et à la réunion des pays : postes frontaliers juxtaposés, infrastructures communes, activités socio économiques communes, citoyenneté frontalière, collaboration entre collectivités territoriales de part et d'autre de la frontière (le SUD du Mali avec le Nord de la Côte d'Ivoire, le Nord de la Guinée, la Casamance avec la Guinée Bissau, le Nord Burkina avec le Sud des régions de Gao, Mopti et Ségou au Mali, ...) ; ceci permettra progressivement d'« osmoser » les Etats et de dépasser les frontières.

13 LES AUTRES FACTEURS D'INTEGRATION

- Donner à la question de la sécurité alimentaire un caractère sous régional : à l'échelle de l'UEMOA ou de la CEDEAO avec un dispositif de stocks de sécurité des Etats et de stocks de sécurité inter états ayant la possibilité de se soutenir, un dispositif institutionnel coordonné, des partages d'expérience, faire intervenir les organismes internationaux (Organisation des nations unies pour les situations d'urgence, ONGs internationales spécialisées...) impliqués dans ce domaine pour accompagner les Etats à aller dans ce sens ;
- Internationaliser le système de fichage et d'identification des populations par des moyens biométriques infalsifiables en accompagnement du dispositif de documents de voyage régionaux (passeport CEDEAO, ...) et harmoniser davantage les systèmes d'état civil : Finaliser le RAVEC au Mali et le connecter avec ce qui est fait ailleurs, tendre vers la constitution progressive de base de données des infractions en rapport avec la base de données des citoyens, automatiser le casier judiciaire et mettre en place un système global de traitement et d'exploitation qui facilitera le fichage de l'ensemble de la population et le croisement de données au moment de délivrer des documents (permis de conduire, ...) et cela à l'échelle régional, cela va beaucoup aider à lutter contre la criminalité internationale et à crédibiliser nos documents administratifs ;
- Renforcer les structures sous-régionales chargées de gérer les cours d'eau comme l'OMVS, l'ABN ou le Liptako-Gourma vers une régionalisation de la lutte pour préserver ces biens naturels stratégiques et pour optimiser nos ressources en la matière.

II UNE DIPLOMATIE ACTIVE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

21 OBJECTIFS ET PRINCIPES MAJEURS

- Une diplomatie active orientée vers le développement et recherchant par tous les moyens l'unité du continent, servie par des diplomates professionnels et efficaces pour donner à notre pays le lustre qu'il mérite et mettre à sa disposition des partenariats féconds pour son avenir ;
- Une diplomatie active vers les pays voisins pour que dans de nombreux domaines, le Mali sans être en contradiction avec ses engagements internationaux puisse approfondir ses rapports bilatéraux ou multilatéraux avec ces pays dans des domaines stratégiques : énergie, matières premières, télécommunications, défense et sécurité, diplomatie...allant jusqu'à mettre ensemble leur moyen, équipement, personnel, société...Nous comptons innover dans ce sens en sortant des sentiers battus ;
- Une diplomatie orientée vers la protection et la promotion des maliens de la diaspora et leur plus grande implication sur les sentiers du développement du pays ;
- Une diplomatie qui priorise le multilatéralisme et le multilatéralisme africain notamment en matière de prévention et de traitement des conflits, de gestion des questions internationales en particulier ceux relatifs aux enjeux géostratégiques (réchauffement climatique, accords commerciaux, solidarité internationale sur les questions de développement...);
- Une diplomatie qui comporte un volet important de promotion des cadres nationaux au sein des instances internationales à travers une véritable politique de promotion et de lobbying. Le pays bénéficiera toujours des quotas alloués dans les organisations internationales et surtout les maliens compétents seront toujours soutenus pour être bien positionnés au sein des organisations internationales ;
- Une diplomatie qui se traduira la systématisation de doctrines, principes et règles en terme de ligne diplomatique donnant aux représentants du pays des orientations précises sur toutes les situations et sur tous les cas de figure leur permettant d'avoir une attitude cohérente sur l'ensemble des sujets ;
- Un seul cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la diplomatie : un grand département en charge des affaires étrangères et de l'intégration régionale et africaine qui s'occupera également de la diaspora malienne ; ce département travaillera en étroite collaboration avec les départements sectoriels pour la conduite des grandes initiatives d'intégration et pour soutenir les nombreuses initiatives que le pays prendra pour redonner au Mali et à l'Afrique une place de choix dans les agendas internationaux.

22 LES DIPLOMATES ET LE RESEAU DIPLOMATIQUE

- Améliorer la formation initiale et continue des diplomates : utiliser l'école nationale d'administration et établir des relations avec les structures de formation diplomatique à l'extérieur du pays pour renforcer l'accueil des étudiants maliens, mettre en place une politique cohérente de formation continue des cadres du réseau diplomatique combinant des formations théoriques et des expériences pratiques avec le concours de pays amis ;
- Accroître la connectivité du réseau diplomatique et des services publics en charge de la diplomatie pour renforcer le système d'information des diplomates et améliorer leur niveau de maîtrise des sujets abordés ;
- Nos diplomates investiront le champ économique, participeront aux salons, organiseront des séjours en rapport avec les ministères, assisteront aux conférences et colloques. Deux tiers au moins de leurs activités concerneront la promotion économique du pays. Leurs actions politiques seront mues par des considérations économiques ;
- Nos diplomates seront professionnalisés et une priorité leur sera accordée pour les nominations aux postes d'ambassadeurs, consuls, conseillers... ;
- Nos diplomates travailleront avec les maliens de l'extérieur dans l'exécution de leurs activités diplomatiques, ils recenseront les compatriotes selon un mode qui leur sera indiqué, ils suivront les compétences maliennes à l'extérieur du pays et informeront l'Etat de leurs situations ; un fichier des hauts cadres dans toutes les organisations internationales et dans toutes les structures étrangères sera conçu pour suivre chaque cadre et l'administration maintiendra avec lui individuellement un contact régulier ; une veille sera mise en place pour identifier plusieurs années à l'avance les postes qui se libèrent et les potentiels candidats nationaux pour les occuper afin d'entamer la campagne du pays pour ce faire ;
- La diplomatie aura le souci de l'économie et de la modestie dans ses différents actes et préservera les cultures et traditions du pays : promotion de l'artisanat, utilisation des produits artisanaux et culturels du pays, mise en avant de ces produits, utilisation de la signature des accords de partenariat, de collaboration, de financement et dons divers pour mettre en avant le pays, signer ces accords au Mali et de préférence sur des sites symboliques, là où les fonds issus de l'accord vont être utilisés ;

23 QUELQUES INITIATIVES UTILES

- Soutenir l'initiative d'évaluation par les pairs et la rendre plus contraignante : le champ est à élargir (condition de travail des journalistes, financement de l'opposition, liberté d'accès aux informations, communication gouvernementale...), la participation de la société civile est à approfondir, la participation de l'opposition politique est à inclure, la composante interne est à enrichir d'une étape supplémentaire qui consistera à soumettre à la critique les documents nationaux conçus et à présenter aux évaluateurs externes, insérer une composante locale prédominante (gouvernance locale, société civile locale...)

- Soutenir une doctrine d'ingérence par la définition de règles communes auxquelles tous les Etats vont se soumettre et en cas de transgression de la part de l'un d'eux, la communauté va agir, si nécessaire militairement. Ces règles doivent sortir du cadre classique de la démocratie, du respect de la Constitution, de l'existence de l'opposition pour aller vers les standards promus dans le cadre du MAEP dans un premier temps et intégrant toutes les améliorations souhaitables de ce dispositif dans un second temps. Ces règles doivent porter sur le contenu des textes, y compris de la Constitution, sur l'implication de l'armée dans la vie politique, sur l'état de l'administration, sur l'interdiction de certains tripatouillages électoraux (prorogation de mandats, report d'élection, falsification des résultats...).